



LE
PEUPLE
EXISTE-
T-IL?

sous la direction de
Michel Wieviorka

Les entretiens d'Auxerre

Extrait de la publication

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

En application de la loi du 11 mars 1957,
il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement,
par photocopie ou tout autre moyen,
le présent ouvrage sans autorisation de
l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2012**
38, rue Rantheaume
BP 256, 89004 – Auxerre Cedex
Tél. : 03 86 72 07 00/Fax : 03 86 52 53 26
editions.scienceshumaines.com
ISBN 9782361060978

LE PEUPLE EXISTE-T-IL ?

Sous la direction de
MICHEL WIEVIORKA

LES ENTRETIENS D'AUXERRE

Éditions
SCIENCES
HUMAINES

Les Entretiens d'Auxerre

Chaque année, les Entretiens d'Auxerre rassemblent autour d'un thème important des personnalités compétentes, françaises ou étrangères, et tous ceux qui désirent participer à un débat de qualité, accessible et ouvert.

Les entretiens se veulent résolument pluridisciplinaires et mobilisent l'histoire, la philosophie, l'économie, la sociologie, et, plus largement, les sciences humaines, sans exclure les sciences exactes et la littérature.

La définition du contenu des Entretiens est confiée à un comité scientifique présidé par Michel Wieviorka. Leur mise en œuvre est assurée par le Cercle Condorcet d'Auxerre et la Ligue de l'enseignement de l'Yonne.

Thèmes déjà traités :

- *L'Avenir de l'islam en France* (2002)
- *L'Empire américain* (2003)
- *La Laïcité* (2004)
- *Disposer de la vie, disposer de la mort* (2005)
- *Douce France?* (2006)
- *Nos Enfants* (2007)
- *Se nourrir* (2008)
- *L'Argent* (2009)
- *La Ville* (2010)

Le peuple

MICHEL WIEVIORKA

Dans la grande débâcle des idéologies encore bien vivantes dans les années 1960, et même 1970, on a vu sombrer des catégories qui n'étaient pourtant pas nécessairement idéologiques, et qui assuraient la montée en généralité du débat politique. Ainsi, il n'est plus guère question aujourd'hui de luttes des classes, et du conflit central, structurant, dans lequel le prolétariat ouvrier était investi. Qui se réfère désormais au discours communiste ou socialiste lui attribuant une mission universelle et conférant à son action un sens supérieur, supposé valoir pour l'humanité toute entière – Karl Marx l'a dit mieux que personne en affirmant qu'en se libérant de ses chaînes, le prolétariat libérera l'humanité toute entière? Qui, désormais, parle de classes sociales ou de rôle historique du mouvement ouvrier?

L'idée de Révolution a été délaissée dans les pays dits occidentaux, après avoir été complétée ou prolongée par d'autres modalités de l'appel à la violence politique, par des références positives à la guérilla, ou au terrorisme – la seule figure ayant véritablement surnagé est celle, christique, du « Che ». Dans les démocraties les plus installées, la Révolution a cessé d'être désirée, ou désirable, alors même qu'elle devenait islamiste, en Iran à la fin des années 1970, en Algérie au début des années 1980, en même temps que la figure sociale qui devait l'incarner et la porter au cœur des sociétés industrielles – le prolétariat ouvrier – disparaissait des médias et s'effaçait de l'imaginaire collectif, sinon de la réalité. C'est ce qui a permis à François Furet d'affirmer, notamment dans le contexte historique de son bicentenaire (1989), que la

Révolution française est terminée. Et si le terme de révolution est aujourd'hui à nouveau employé, c'est avec un sens renouvelé, et positif, puisqu'il sert alors à qualifier les mouvements pour la démocratie, contre les régimes autoritaires et corrompus, notamment dans le monde arabe et musulman.

Le communisme a perdu presque toute sa légitimité, presque toute capacité à porter l'espoir d'une émancipation, d'un progrès ou de justice sociale. Le marxisme a cessé d'être l'horizon indépassable dont parlait Jean-Paul Sartre, et si l'on excepte quelques universitaires, notamment américains, il ne sert plus guère à fonder le travail théorique des sciences sociales, politiques ou économiques. Partout, la pensée ne cesse de s'interroger sur ce qui peut permettre des transformations graduelles, non violentes, voulues et acceptées par tous, mises en délibération ; bref, en un mot, nos sociétés accordent une importance inouïe à la réflexion sur la démocratie et son amélioration, délibérative, participative par exemple.

Pourtant, une catégorie sociopolitique ancienne semble avoir été épargnée, ou du moins laissée de côté lors de ce grand chambardement qui a modifié en profondeur les termes de nos débats : c'est celle de *peuple*, si importante dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, comme le montre Deborah Cohen (*La Nature du peuple*, Champ Vallon, 2010). Terme embarrassant, apparemment, puisqu'il est absent du Lalande, *le Dictionnaire technique et critique de la philosophie*, dont la première édition, en fascicules, date des années 1902-1923, comme il l'est du *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale* publié sous la direction de Monique Canto-Sperber (Puf, 1996), alors qu'il est omniprésent dans le discours historique, politique et social du XVIII^e, du XIX^e et du XX^e siècle.

Le peuple, une notion ambivalente

La catégorie de *peuple* peut être associée à d'autres grandes catégories. Tout d'abord, à la démocratie, qui est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », selon une formule célèbre d'Abraham Lincoln (il est vrai qu'Oscar Wilde a dit de la démocratie qu'elle est « l'oppression du peuple, par le peuple,

pour le peuple »). Ensuite, à la nation, avec laquelle il est souvent confondu – le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, par exemple, n’est pas très éloigné du droit des nations à disposer d’elles-mêmes, on l’a vu encore récemment en France quand s’est posée la question de savoir s’il était possible de parler du peuple corse dans la Constitution (il aurait d’ailleurs été intellectuellement possible de parler de nation corse) : le Conseil constitutionnel a tranché par la négative en 1991. Il serait utile d’étudier les glissements qui font passer du peuple à la nation, et *vice versa*, dans le langage politique – je ne résiste pas au plaisir de citer la phrase suivante, extraite de la Constitution de la V^e République : « la souveraineté nationale appartient au peuple Français » (c’est nous qui soulignons).

Le peuple, lorsqu’il est invoqué ou convoqué, semble plutôt du côté de la radicalité, de la référence au changement absolu, total, et de l’insurrection, que de celui des modifications réformistes, graduelles, négociées. De ce point de vue, il est à la fois bon – vecteur nécessaire de la liquidation d’un ordre insupportable – et mauvais, car susceptible en même temps d’être lourd de débordements et de violences extrêmes. Encore qu’ici, un historien comme Jules Michelet nous invite à la prudence : il note en effet, dans la préface de son *Histoire de la Révolution* que le peuple n’a pas de penchant particulier pour la guillotine, et précise « vous aurez beaucoup de peine à réconcilier le peuple avec le nom de Robespierre ».

Admettons, sur la base de ces premières remarques, que la catégorie *peuple* est ambivalente : le peuple porte la légitimité, il est, depuis Jean-Jacques Rousseau, la souveraineté populaire, il est souverain ; il est donc nécessairement juste, il incarne, et lui seul, la volonté générale, et celle-ci est infaillible, sauf à être manipulée ou influencée, « à condition d’être libre et non faussée » écrit Rousseau – ce qui met en cause toute médiation entre le peuple et le pouvoir : les partis, les associations, les syndicats, les médias. Mais le peuple n’est-il pas, justement, versatile, et manipulable ? Voltaire disait : « je sais quel est le peuple, on le change en un jour ; il prodigue aisément sa haine et son amour » (dans sa pièce

de théâtre *La Mort de César*). Tant qu'il n'entre pas en éruption, le peuple semble ne pas avoir de grandes ambitions, ni s'inscrire dans une quelconque continuité ; il semble avoir avant tout besoin de sécurité, de nourriture et de divertissement – le pain et les jeux, *panem et circenses*. Et d'être capable des pires excès, au point qu'on lui impute des « instincts » plus souvent suspects ou mauvais que bons : le goût du sang, parfois aussi la bassesse, la servilité, et en tout cas, la puérité, la naïveté, éventuellement bon enfant, une incapacité à réfléchir, à user de raison. Un esprit rationnel verra là un paradoxe, ou une contradiction, mais il faut ajouter que c'est le propre des discours populistes, ces discours qui se réclament du peuple ou en appellent à lui, que de ne pas voir là une contradiction. Comme dit Eva Peron, ce personnage culte du populisme argentin des années 1950, « la violence aux mains du peuple n'est pas la violence, mais la justice ».

Le peuple qu'invoquent ou que convoquent les politiques ou les intellectuels, ou auquel se réfèrent les historiens, ou les écrivains, peut constituer la totalité d'une collectivité, sociale et politique, comme le pensait Auguste Comte, ou nationale et en même temps naturelle, ou divine, avec l'idée de *Volkgeist*, comme chez les romantiques allemands, à commencer par Herder et Fichte.

Étymologiquement, le mot peuple vient du latin *populus*, c'est-à-dire la population dans son ensemble. Mais aujourd'hui, il n'en est aussi qu'une partie : les petites gens, les gens de peu (expression qui constitue le titre d'un beau livre de Pierre Sansot – Puf, 1991), le « petit peuple », *il piccolo popolo*, la plèbe, les hommes ou les femmes « du peuple », précisément, qui sont de condition modeste, quand ce n'est pas la populace – la face sombre du peuple, susceptible de faire foule et de verser dans la violence, voire la cruauté, et dont Hegel (dans les *Principes de la philosophie du droit*) explique qu'elle se forme à partir de la polarisation de la société entre riches et pauvres et de là, pour ces derniers, sur fond de déchéance sociale et morale. Mais le peuple, ou même la plèbe, et la populace ne se confondent pas, sauf à revendiquer pour le terme de peuple une acception particulièrement négative et disqualifiante et à en faire, comme dit Deborah Cohen, un « stigmaté jeté sur un espace du social ».

Bref, le peuple est quasiment l'ensemble de la communauté considérée, c'est un sujet historique, par exemple chez Jules Michelet, auteur, précisément, d'un livre célèbre, *Le Peuple*. Mais il n'inclut pas les élites ou les privilégiés. D'où une certaine sociologie qui ramène la société à une distinction ou une opposition entre le peuple et les élites, et dont l'approche est plutôt fruste, puisqu'elle se contente de proposer une image de la société opposant les « petits » et les « gros » ou les « grands », la France d'en bas et celle d'en haut. Dans cette perspective vite populiste qui oppose deux sous-ensembles de la même population, « le peuple et les grands n'ont ni les mêmes vertus ni les mêmes vices » (Vauvenargues), ce qui est une proposition encore équilibrée, là où d'autres tranchent, tels La Bruyère : « le peuple n'a guère d'esprit, et les grands n'ont point d'âme; celui-là a un bon fonds et point de dehors; ceux-ci n'ont que des dehors et une simple superficie. Faut-il opter? Je ne balance pas, je veux être peuple » (*Caractères*, chapitre 9 « Des Grands »).

Finalement, l'ambivalence est de mise lorsqu'il est question du peuple, ce qui est parfois formulé à l'aide de l'image d'un être collectif bon, par essence ou par nature, mais susceptible de se tromper, ou d'être trompé. « Le peuple dont l'instinct est toujours droit même quand il s'égare sur les questions de personne est très facilement trompé (...). Il n'a pas assez de pénétration pour discerner l'apparence de la réalité » (Ernest Renan, *La Vie de Jésus*, chapitre 17). Ce qui peut aussi être ramené à l'idée qu'« il existe toujours un peuple sous le peuple, à la fois identique et irréductible; non pas deux peuples, un bon et un méchant, un calme et un turbulent, un policé et un sauvage, mais le même peuple recouvert par lui-même » (Introduction au volume I de *De la puissance du peuple*, sous la dir. de Yves Vargès, Le temps des Cerises, 2000).

Le peuple, la foule, la masse

Le peuple des historiens et des romanciers, et tout particulièrement de ceux du XIX^e siècle, comme s'il avait été fondé, en tout cas en France, par la Révolution, est un agrégat relativement indéterminé d'individus, il n'est pas structuré, organisé. Ne faut-il pas

dès lors le ramener à l'image de la foule ou de la masse ? En fait, il s'en distingue, il est très différent de la foule à la Gustave Le Bon (cf. *Psychologie des foules*) ou à la Sigmund Freud (cf. *Psychologie collective et analyse du moi* – qui se réfère explicitement à Le Bon). Car la foule à la Le Bon est une réunion momentanée d'individus portée par une forte émotion liée à un événement suscitant par exemple la peur, ou l'enthousiasme, sans la moindre épaisseur historique. Et la masse, qui a fasciné tant de penseurs de la première moitié du ^{xx}e siècle est un état de la société, qui se décrit en termes psychologiques (avec par exemple Wilhelm Reich et sa *Psychologie de masse du fascisme*). La masse est sans histoire, elle est surtout un type de structure, avec ses caractéristiques psychologiques – par exemple, l'autoritarisme antidémocratique en Allemagne nazie, la disposition à se laisser fasciner par le despotisme. Chez Elias Canetti (*Masse et puissance*, Gallimard, 1960), la nature humaine s'exprime de mille et une façons sous la forme de masses, ce qui interdit d'en faire un être collectif, historique, mythique éventuellement. La masse présente des traits caractéristiques « densité, ouverture et accroissement à l'infini, cohésion surprenante ou très frappante, rythme collectif, décharge soudaine », elle a ses symboles, la mer, le blé, la forêt nous dit Canetti, mais elle n'est pas identifiable à une unité historique. Et surtout, masses et foules sont connotées négativement, ce qui n'est pas le cas avec le peuple.

Car le peuple, très différemment, est un être collectif, un personnage historique qui peut être représenté par un symbole ou un personnage qui l'incarne, Gavroche par exemple. Il peut se dresser, prendre les armes, être l'agent collectif de l'histoire par excellence. Le peuple du ^{xix}e siècle est souvent un héros collectif. C'est un héros bien singulier, qui se laisse envahir entièrement par le sentiment de menace, l'appel à la survie. Madame de Staël le dit (dans son roman *Corinne*) : « Les hommes du peuple trouvent une sorte de satisfaction à grossir le danger, c'est leur genre d'imagination ; ils se plaisent dans l'effet qu'ils produisent ainsi sur les personnes d'une autre classe, dont ils se font écouter en les effrayant. » Toujours est-il que le peuple non seulement est un personnage, mais que ce personnage peut être comparé à un individu, et même,

nous dit Rousseau, à un individu comme les autres : « Les peuples, ainsi que les hommes, ne sont dociles que dans leur jeunesse ; ils deviennent incorrigibles en vieillissant ; quand une fois les coutumes sont établies et les préjugés enracinés, c'est une entreprise dangereuse et vaine de vouloir les réformer » (dans *Le Contrat social*, livre I, chapitre 8).

Le retour de l'idée de peuple...

Le peuple est-il de gauche, ou de droite, ou au-dessus des options partisans ? Il arrive qu'il soit fait appel au « peuple de gauche », et qu'un rassemblement politique se nomme Front *populaire*, ce qui n'est pas la même chose qu'un Front *national* qui lui évoque la droite, et même l'extrême droite. De nombreuses publications, partout dans le monde, se sont réclamées dans leur titre du peuple, en général plutôt à gauche (l'organe officiel de la CGT en France s'appelle *Le Peuple*). Mais plus le peuple est un agent de l'histoire, une communauté qui se met en marche, et plus il est difficile de l'enfermer dans un positionnement politique partisan : le peuple en armes, ou en action, est prépolitique, ou, plus précisément, il est prédémocratique.

Le peuple est paré de toutes les vertus, y compris celles que l'on peut imputer à la démocratie, lorsqu'il se dresse pour une cause juste, qu'il entend mettre fin à une oppression, une grave injustice, mais aussi répondre à une menace pesant sur la patrie, lorsqu'il est généreux, qu'il s'identifie à un combat humanitaire. Mais ses vertus ne se limitent pas à sa capacité d'action émancipatrice, ou de résistance à l'oppression ou à la tyrannie, elles renvoient également à la tradition et à ses valeurs – le peuple est dans les villes, mais aussi dans les campagnes, attaché alors à la terre. Du coup, d'ailleurs, il faut le servir, et aller vers lui, ce qu'ont tenté, notamment, les populistes russes si merveilleusement décrits par Franco Venturi (*Les Intellectuels, le peuple et la Révolution. Histoire du populisme russe au XIX^e siècle*, Gallimard, 1972, 2 vol.), mais aussi, d'une certaine façon, bien des mouvements gauchistes dans les années 1970.

Et ce peuple dont les politiques et les intellectuels se plaisent à chanter les louanges peut aussi être comme absent, désiré mais introuvable, ou incapable de se trouver lui-même, ce que Rousseau avait déjà perçu : « de lui-même, le peuple veut toujours le bien ; mais de lui-même, il ne le voit pas toujours » (dans *Le Contrat social*). Michelet dit pour sa part quelque chose d'approchant : « le peuple, en sa plus haute idée, se trouve difficilement dans le peuple ».

Le peuple alors va décevoir, ne pas vouloir faire siennes les idées de changement révolutionnaire dont il serait le meilleur vecteur pour certains intellectuels et acteurs politiques populistes, ne pas se mobiliser, incapable qu'il serait de comprendre qu'il est chargé d'une mission historique – il y a là une source importante du terrorisme, qui se met en place lorsque le peuple n'est pas conforme à son concept, et qu'il s'agit pour des acteurs politiques et des intellectuels de continuer à parler en son nom d'une façon de plus en plus artificielle.

Le peuple est parfois aussi non seulement passif, mais bien éloigné de porter les belles et nobles valeurs que certains se plaisent à lui imputer, et peut-être perméable à des thématiques inquiétantes. Le populisme, quand il le flatte, se leste avec lui volontiers de thèmes racistes ou xénophobes, il est vite démagogie, référence à des instincts bien plus qu'à des valeurs. En fait, le populisme, comme le peuple auquel il se réfère, est une catégorie ambivalente, ou ambiguë, il porte en lui la promesse d'un monde meilleur en même temps que celle d'une continuité historique, l'idée qu'il est possible pour un peuple de se transformer tout en restant lui-même. Il peut annoncer aussi bien l'émancipation du peuple, et son ouverture, que sa rétraction ou sa fermeture sur lui-même : le même mot, populisme, en effet, peut servir aussi bien pour rendre compte de mouvements orientés à gauche que pour analyser des mouvements versant vers l'extrême droite et le nationalisme.

Ce sont ces ambivalences qui font le charme de la notion de peuple. Quand la démocratie est installée, vivante, dynamique, le peuple, qu'il s'agisse d'une réalité ou d'un idéal, voire d'un mythe,

n'a pas besoin d'être mobilisé en tant que tel, les forces politiques en appellent bien davantage au citoyen et à ses droits, les intellectuels n'ont pas à faire appel à lui pour faire entendre leurs arguments, le débat peut s'organiser, les médias informer. Peut-être même le peuple n'existe-t-il plus qu'à l'état latent. Mais quand la démocratie est faible, voire inexistante, « décorative » a dit le président russe Medvedev à l'occasion du Forum de Iaroslav (octobre 2010), quand l'autoritarisme ou la dictature imposent leur oppression, alors, le peuple peut devenir une voix, un grondement, un torrent, et mettre fin, par sa mobilisation, à la domination et à l'injustice extrême.

Le peuple, inutile en quelque sorte en démocratie, devient alors pertinent, il est attendu pour imposer des mesures de progrès et de justice et, précisément, pour amener ou ramener la démocratie. Et dans cette attente, il peut fort bien se renverser en son contraire. C'est la leçon de régimes qui s'appuient, au moins dans certaines phases de leur histoire, sur une mobilisation populaire, y compris sur le mode du totalitarisme : le nazisme, comme le stalinisme ne se comprennent pas sans référence à une forte dynamique populaire initiale.

Les démocraties occidentales, si elles étaient politiquement performantes, ne devraient pas donner à la notion ou aux réalités du peuple une place importante. Mais elles connaissent des difficultés considérables, qui font qu'on a pu parler à leur sujet de « post-démocratie », avec une distance qui se creuse entre les élites, les experts, les médias, le pouvoir politique, et la population. Dans cette perspective, où s'exacerbe le sentiment d'injustice, il n'est pas impossible que l'idée de peuple retrouve une certaine actualité. Qu'elle progresse sous la forme du populisme de gauche, mais surtout de droite et d'extrême droite, et alors associée au nationalisme, mais aussi au racisme et à la xénophobie. Qu'elle s'avère non seulement prédémocratique, mais aussi post-démocratique.

On l'a compris : s'il faut s'intéresser au retour de l'idée de peuple, il faut aussi la considérer avec circonspection.

DE QUOI LE PEUPLE
EST-IL LE NOM?

« Le peuple » : un nom collectif, une notion ambivalente

IRÈNE TAMBA

Du point de vue linguistique, c'est l'interprétation même de la question proposée : « Le Peuple existe-t-il ? », qui d'emblée retient l'attention. De manière paradoxale, *le Peuple* paraît avoir une signification à la fois évidente et vague, renvoyant à un référent déterminé mais difficile à identifier. Assurément, la présence de l'article défini réduit la polysémie du nom peuple. Mais une ambivalence n'en subsiste pas moins. Le Peuple peut désigner soit la totalité des individus composant une nation, soit une partie de celle-ci correspondant à la *classe populaire*¹. Et, pour corser le tout, le référent désigné varie selon les époques, en fonction des organisations sociales et politiques.

En conséquence, les lexicographes définissent *le Peuple* en mêlant inextricablement des propriétés sémantiques d'ordre intra et extralinguistique. Ce qui conduit à une impasse, comme le montrera, dans un premier temps, une analyse sommaire des descriptions classiques de *peuple* dans des dictionnaires contem-

1. Dans son *Histoire de la Révolution française* (I,3, éd. de la Pléiade, p.102), Michelet signale cette ambivalence du mot *peuple*. Lors de la réunion des États Généraux en 1789, les représentants du Tiers Etat discutent du nom à donner à « l'Assemblée légitime et active des représentants de la nation française, une et indivisible ». Mirabeau propose : « Représentants du *peuple* français. Ce mot, disait-il, était élastique, pouvait dire peu ou beaucoup. C'est précisément le reproche que lui firent deux légistes éminents, Target (de Paris) Thouret (de Rouen). Ils lui demandèrent si *peuple* signifiait *plebs* ou *populus*. L'équivoque était mise à nu. Le Roi, le Clergé, la Noblesse, auraient sans nul doute interprété *peuple* dans le sens de *plebs*, du peuple inférieur, d'une simple *partie* de la nation. » C'est ainsi que fut adoptée l'appellation d'*Assemblée nationale* proposée. Merci à Jean-Paul Honoré à qui je dois ce texte.

porains. Dans un second temps, nous proposerons donc une hypothèse alternative, d'ordre strictement linguistique, en tentant d'expliquer l'ambivalence de *peuple* par l'interaction de l'unicité référentielle attachée à l'article défini singulier et le statut de nom massif, indénombrable, caractéristique du sémantisme lexical de *peuple*.

Les définitions lexicographiques de peuple

La plupart des dictionnaires français contemporains s'accordent, à quelques variantes près, sur une définition générale du mot *peuple*. À titre d'exemple, on peut comparer la première acception donnée par trois dictionnaires de grande diffusion : deux dictionnaires usuels en un volume, *le Petit Robert* de 1997, le *Dictionnaire Hachette* de 2006 et un dictionnaire de référence en seize volumes (1971-1994) le *Trésor de la Langue française* (des XIX^e et XX^e siècles), de l'Institut National de la langue française de Nancy.

1. *Le Petit Robert*

Ensemble d'êtres humains vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes et d'institutions. → nation, pays, population, société.

2. *Le Dictionnaire Hachette*

Ensemble d'êtres humains vivant sur le même territoire ou ayant en commun une culture, des mœurs, un système de gouvernement.

3. *Le Trésor de la langue française (TLF)*

Ensemble des humains vivant en société sur un territoire déterminé et qui, ayant parfois une communauté d'origine, présentent une homogénéité relative de civilisation et sont liés par un certain nombre de coutumes et d'institutions communes.

Ces définitions renvoient toutes à un groupement humain dont elles indiquent, avec plus ou moins de précisions, les caractéristiques communes. Le définisseur « ensemble » s'est imposé dans la vulgate lexicographique moderne. Il a éclipsé celui, plus ancien, de « multitude » attesté, entre autres, dans les huit éditions du Dictionnaire de l'Académie de 1694 à 1932. Par exemple, la 4^e édition de 1762 indique :

Multitude d'hommes d'un même pays, qui vivent sous les mêmes lois.

En clair, la notion d'ensemble insiste sur le caractère borné du groupe humain compact désigné par peuple, en dehors de toute considération quantitative. Ainsi se trouvent neutralisés deux traits sémantiques attachés à *multitude* : la bigarrure et le grand nombre. L'édition de 1992 du *Dictionnaire de l'Académie* adopte un compromis en proposant la définition *vaste ensemble humain*, qui préserve une indication de taille :

vaste ensemble humain considéré en fonction de réalité géographiques et historiques ou des liens divers qui peuvent unir ses membres.

En creux, son caractère de masse indénombrable oppose implicitement le peuple au petit groupe humain de base qu'est *la famille*. Et les divers liens communautaires qui assurent l'unité d'un peuple ont une fonction cohésive similaire à celle des relations de parenté qui unissent les différents membres d'une famille.

Le succès de cette définition largement consensuelle tient apparemment à son indétermination qui la rend compatible avec les acceptions particulières du mot qui, elles, varient d'un dictionnaire à l'autre. Si l'on fait abstraction de « multitude, grand nombre de personnes » marqué comme *familier* et de celui, *vieilli*, de « population », le *Dictionnaire Hachette* propose les deux définitions suivantes :

- 2. ensemble des citoyens d'un État. *Lancer un appel au peuple.*
- 3. ensemble des citoyens de condition modeste, par oppos. aux catégories privilégiées par la naissance, la culture ou la fortune. *Des gens du peuple.*

Elles ont en commun de reposer sur le statut de citoyen et non plus sur la nature d'être humain qui sert de fondement à la première définition. Et, c'est à l'intérieur de ce cadre sociopolitique et non plus anthropologique que sont clairement distingués les deux sens de peuple, comme *totalité* ou *sous-groupe de citoyens*. Mais ni les définitions ni les brefs exemples fabriqués qui les illustrent ne séparent distinctement les emplois de *peuple* et de *le peuple*.

Le Petit Robert adopte une stratégie descriptive qui pallie ce défaut, en introduisant deux sous-entrées : *le peuple*, *un peuple* et *le peuple* et en recourant à des citations d'auteurs assez longues, pour exemplifier les définitions. En voici l'essentiel, en réduisant les exemples :

1. Le peuple, un peuple : corps de la nation, ensemble des personnes soumises aux mêmes lois.

Relatif au peuple. → populaire. « Le mot peuple... désigne tantôt la totalité indistincte et jamais présente nulle part ; tantôt le plus grand nombre, opposé au nombre restreint des individus plus fortunés ou plus cultivés. » (Valéry).

– Le peuple, sujet de droits politiques. *Souveraineté, gouvernement du peuple* → démocratie.

– L'ensemble des personnes, des citoyens qui constituent une communauté. *Gagner la faveur du peuple* → populaire.

– *Spécialt.* Le prince, le roi et son peuple : *ses sujets*.

2. Le peuple : le plus grand nombre (opposé aux classes sociales supérieures, dirigeantes [sur le plan social] ou aux éléments les plus cultivés de la société). → foule, masse, multitude. *Péj.* canaille, plèbe, populace, populo. *Le peuple et la bourgeoisie* → prolétariat. *Le peuple des villes et le peuple des campagnes* → ouvriers, paysans. *Homme, femme gens du peuple*, de basse condition ; *Mettre à la portée du peuple* → populariser, vulgariser. Qui plaît (populaire), déplaît (impopulaire) au peuple.

– *Péj.* Ceux qui, à quelque classe qu'ils appartiennent, ont des goûts vulgaires.

Toutefois, un examen plus attentif montre que la distinction entre le peuple-totalité et le peuple-classe sociale « inférieure » est brouillée par l'amalgame des critères quantitatif et sociopolitique retenus pour établir une classification sémantique. Ainsi la première définition « unitaire » du peuple comme *corps de la nation* gomme l'opposition entre la partie et le tout. À preuve, la citation de Valéry choisie pour illustrer la première acception. Inversement, la seconde définition recourt à la caractérisation « le plus grand nombre », impropre à instaurer une catégorie homogène, mais commode pour regrouper des référents hétérogènes, indépendamment de toute chronologie, comme en témoigne la diversité des synonymes de chaque acception.

Quant à l'article du *TLF*, il accentue la confusion par une subdivision en quatre parties qui ne parvient pas à organiser sa large documentation textuelle et historique. Ainsi les différentes acceptions de *peuple*, en tant que totalité nationale, sont-elles regroupées sous la seconde rubrique, intitulée Histoire, alors que